

SÉCURITÉ



Tournée du ministre Madjoulba

Évaluer les conditions de travail des unités territoriales de sécurité

Le ministre de la Sécurité, le colonel Calixte Madjoulba, a effectué, vendredi dernier, une série de visites de terrain dans le Nord du Togo. Cette tournée visait à évaluer les conditions de travail des unités territoriales de sécurité, à identifier les difficultés auxquelles elles ...

PAGE 9

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Autosuffisance alimentaire

L'agriculture togolaise à l'ère du changement

L'agriculture joue un rôle important dans l'autosuffisance alimentaire. Au Togo, où il emploie 60 % de la population active et contribue à 40 % au produit intérieur brut (PIB), le secteur se présente comme un outil de lutte contre la pauvreté. Fort de sa contribution, il ne cesse de faire l'objet d'une attention particulière. En témoigne le nouvel engagement du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

PAGES 6&7

GOUVERNANCE

Marchés publics au Togo

L'Arcop passe en revue les marchés attribués par les ministères et institutions de l'Etat en 2025

PAGE 11

Technologies nucléaire

Le Togo scelle un partenariat stratégique avec l'AIEA

Quelques mois après son entrée au Conseil des gouverneurs, le Togo amorce une nouvelle étape. A Vienne, Lomé et l'AIEA ont signé un Cadre de programmation pays (2026-2031) qui inscrit la coopération nucléaire au cœur des priorités nationales de développement.



PAGE 9



Grands Lacs

Faure Gnassingbé fait le point avant le prochain sommet de l'UA

Dans un esprit de coopération renforcée au service de la paix et de l'intégration africaine, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs, s'est rendu le lundi 09 février 2026 à Luanda. Il a échangé avec le président angolais João Manuel Gonçalves Lourenço, président en exercice de l'Union africaine.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : chaleur, brume sèche et rares pluies annoncées jusqu'à fin février

Selon l'Agence nationale de la météorologie, « les températures maximales varieront entre 33°C et 40°C », au-dessus des normales saisonnières. D'ici la fin février, « le temps sec prédominera sur l'ensemble du territoire ». Une atmosphère lourde et poussiéreuse par endroits.

Les prévisions signalent une présence de brume sèche et de poussière dans la partie septentrionale. Au sud, un léger répit reste possible. Seules les régions Maritime et des Plateaux pourraient connaître quelques pluies locales, limitées et dispersées.

Cette séquence météo impose la prudence : éviter les expositions prolongées, boire régulièrement et protéger les nourrissons, les personnes âgées et les personnes vulnérables.

Le contexte climatique renforce l'alerte. L'année 2025 a été marquée par un déficit pluviométrique. Le cumul national atteint « 987,8 mm », loin des « 1162,8 mm » de 2024 et de la moyenne quinquennale de « 1198,3 mm ». Une saison sèche qui pèse déjà sur les équilibres.

Eyadema for ever...

De Pya à Paris, des messes d'action de grâce pour honorer la mémoire du Père de la nation

En dehors des prières œcuméniques et musulmanes organisées ce 5 février 2026 au Palais des congrès de Kara, une messe d'action de grâce a été célébrée samedi en l'Église La Madeleine à Paris pour honorer la mémoire du président Gnassingbé ...



PAGE 11



SOMMAIRE

RDC/Sécurité
L'Afrique du Sud annonce le retrait de ses troupes de la Monusco en RDC



P 4

Microfinance au Togo
L'épargne confirme sa solidité au troisième trimestre 2024



P 5

Politiques fiscales et climat
Des experts africains en conclave à Lomé



P 9

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Ouro Gnao Nafissatou, de ménagère à promotrice de boutique de prêt-à-porter

Comme le dit un célèbre proverbe, nécessité est mère d'invention. De nombreuses femmes faisant face à des défis énormes se réinventent pour trouver des sources de revenus. Ouro Gnao Nafissatou est une femme Togolaise titulaire d'un BEPC, qui pour des questions d'argent, a dû abandonner les études pour se marier sur l'insistance de sa famille. Mais très rapidement, elle a senti le besoin d'être un soutien économique pour le foyer. Avec ses ressources, elle se lance dans la revente de bijoux, puis de pagnes et de tissus. Au départ, elle « promenait » ses articles pour avoir des clients. Grace au FNFI, elle dispose désormais d'un prêt à porter dans la ville d'Atakpamé. Retour sur l'histoire de dame Ouro Gnao Nafissatou

Parcours

Ouro Gnao Nafissatou est une femme Togolaise qui a grandi à Kara avec sa grand-mère maternelle. Après l'obtention de son BEPC, elle se marie et devient femme au foyer. Mais, le problème d'emploi s'est rapidement posé. Au lieu d'attendre tous les soirs son mari avant de faire la cuisine, elle décide de convertir ce temps en une action pouvant lui permettre de créer son propre emploi, de gagner des revenus et de participer aux charges.

Avec ses maigres économies, elle se lance dans la revente de bijoux à bas prix. Puis l'entrepreneure achète ses premiers pagnes et autres tissus qu'elle revendait en se promenant. « Au départ, je circulais dans la ville de Kara pour vendre mes articles. Je privilégiais surtout les bureaux »,

nous confesse-t-elle. Progressivement, elle a pu s'autonomiser, car disposant d'une clientèle fidèle. Mais, Ouro Gnao Nafissatou n'était pas satisfaite. Désormais, son objectif est de disposer d'une baraque construite à base de matériel de qualité.

Pour financer la construction de sa baraque, elle a pu compter sur le FNFI. « C'est en 2015 que j'ai découvert le FNFI. Ce qui m'a motivé à faire les démarches, c'est surtout le niveau des taux d'intérêt qui est très bas par rapport aux préteurs informels », révèle Ouro Gnao Nafissatou. Et elle complète. « J'ai donc eu mon premier prêt vers fin 2015. Ce qui m'a permis d'ouvrir une boutique de baraque à Kara ». Entre temps, la famille quitte Kara pour Atakpamé, mais le commerce de dame Ouro Gnao Nafissatou n'a pas

**Ouro Gnao Nafissatou**

fléchi. Mieux, avec les crédits FNFI successifs obtenus et ses économies, elle est passée de baraque à boutique de Prêt-à-porter. Ascension fulgurante. Elle raconte « il y a 6 ans, je me promenais pour vendre mes articles. Aujourd'hui, j'ai mon prêt à porter. Je vends des pagnes, chaussures, et autres articles de mode. Le FNFI est une chance pour nous les femmes Togolaises ». Quand on lui demande son chiffre d'affaires, elle sourit, mais elle répond avec fierté, « Mon chiffre d'affaires mensuel se situe entre 2 et 3 millions FCFA. Et mon bénéfice net, entre 200 et 300 mille FCFA ».

Démarches stratégiques

Dans un monde devenu hyperconnecté, il est

primordial pour les magasins d'habillement d'élaborer une stratégie digitale. Depuis son arrivée à Atakpamé, Ouro Gnao Nafissatou est en pleine transformation digitale. En effet, c'est surtout par les meilleures applications de messagerie instantanée qu'elle propose désormais ses articles à sa clientèle. Elle dit : « Quand je reçois une nouvelle cliente, j'enregistre son numéro ce qui fait que j'ai beaucoup de contacts dans mon répertoire. Dès que j'ai de nouveaux articles, je fais des photos et j'envoie aux clients ».

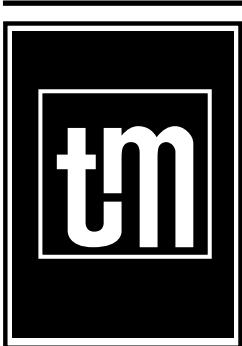
Les défis

Les principales difficultés rencontrées par Ouro Gnao Nafissatou dans le développement de son projet sont la concurrence très rude, et le financement. Pour faire face à la concurrence, elle mise désormais sur le digital. Grace au FNFI, elle a pu avoir du financement pour ouvrir une baraque.

Perspectives et conseils aux femmes

Parmi ses projets d'avenir, Ouro Gnao Nafissatou compte agrandir et moderniser sa boutique de prêt-à-porter. « C'est d'ailleurs pour ça que je veux avoir Nkodé. Avec cet argent, ma boutique sera beaucoup plus remplie » affirme-t-elle. Et elle conclue : « Aux femmes, surtout, celles qui sont au foyer, vous pouvez réussir économiquement. Commencez petitement, et allez vers les structures comme le FNFI ».

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Édité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication : Motchoso Kodolakina
Secrétaire de rédaction : Edy Alley
Responsable web : Carlos Amevor
Comité de rédaction : Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière et commerciale : AMAH Essognim

Graphiste : Eros Dagoudi
Imprimerie : Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Grands Lacs

Faure Gnassingbé fait le point avant le prochain sommet de l'UA

Dans un esprit de coopération renforcée au service de la paix et de l'intégration africaine, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, médiateur de l'Union africaine pour la résolution de la crise dans la région des Grands Lacs, s'est rendu le lundi 09 février 2026 à Luanda pour des échanges avec le président angolais João Manuel Gonçalves Lourenço, président en exercice de l'Union africaine.

Cette rencontre qui se tient à l'approche du 39ème sommet ordinaire de l'Union africaine, s'inscrit dans la dynamique des efforts diplomatiques en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent africain, particulièrement dans la région des Grands Lacs. Au palais de la présidence angolaise, les deux dirigeants ont eu des discussions approfondies et constructives en vue d'une solution africaine à la crise sécuritaire dans la région des Grands Lacs et dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC).

Les échanges ont été élargis à l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo, président du collège des facilitateurs, contribuant

ainsi à renforcer le caractère concerté et inclusif de la médiation de l'Union africaine conduite par le président Faure Gnassingbé. Après cet entretien tripartite, les discussions se sont poursuivies à la résidence du président du Conseil, en présence du président de la RDC (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi-Tshilombo. La participation du dirigeant congolais aux échanges témoigne une fois de plus de la convergence des vues autour de l'approche concertée et africaine de la résolution du conflit prônée par le chef du gouvernement togolais. Les différentes délégations ministérielles ont été également associées aux travaux.

Le président angolais a salué les efforts de médiation du président du Conseil togolais depuis sa désignation en avril 2025. Faure Gnassingbé a réitéré son engagement à poursuivre les consultations avec les parties prenantes, en collaboration avec le panel des facilitateurs pour une solution durable

à cette crise qui a de graves conséquences économiques et humanitaires sur les populations de cette partie du continent.

« Dans un esprit d'unité et de responsabilité partagée, nous réaffirmons notre engagement commun à

pleinement ressentie par les populations », a écrit Faure Gnassingbé sur son compte FaceBook.

L'on note que le dirigeant togolais s'est investi dans la résolution de la crise dans les Grands Lacs à travers une diplomatie active

une paix durable dans cette région, le président du Conseil a initié tout récemment le sommet de haut niveau de Lomé axé sur la cohérence et la consolidation du processus de paix dans l'Est de la RDC et dans la région des Grands Lacs. Il a par ailleurs initié une



Faure Gnassingbé (à droite) et ses homologues angolais (au milieu) et congolais (à gauche)/Crédit photo : présidence du Conseil

soutenir une dynamique de dialogue crédible, cohérente et résolument orientée vers des résultats concrets, afin que la paix soit durable et

basée sur le dialogue et la concertation. Ses initiatives innovantes ont contribué à la signature d'un accord de paix entre le Rwanda et la RDC. Pour

mission de consultation de tous les acteurs concernés, en compagnie des cofacilitateurs.

Edem Dadzie

Tournée du ministre Madjoulba

Évaluer les conditions de travail des unités territoriales de sécurité

Le ministre de la Sécurité, le colonel Calixte Madjoulba, a effectué, vendredi dernier, une série de visites de terrain dans le Nord du Togo.

Cette tournée visait à évaluer les conditions de travail des unités territoriales de sécurité, à identifier les difficultés auxquelles elles sont confrontées et à apporter des orientations adaptées aux réalités de chaque service.

La mission a conduit le ministre dans les préfectures de la Kozah, de Doufelgou et de la Kéran. À cette occasion, il s'est rendu successivement au commissariat de police et à la brigade territoriale de Niamtougou, au commissariat de police et à la brigade territoriale de Défalé, au commissariat de police et à la brigade territoriale de Kanté, à la brigade territoriale de Kadjala, au commissariat de police et à la brigade territoriale de Broukou (Agbassa), à la brigade territoriale de Sarakawa, ainsi qu'au poste de police



Le colonel Calixte Madjoulba (au milieu), échange avec son personnel (Crédit photo : www.journaldutogo.com)

de Tchitchao.

Dans chacune des localités visitées, le ministre Calixte Madjoulba a rappelé aux agents que

l'efficacité de l'action sécuritaire repose avant tout sur la proximité avec les populations et sur la coproduction de la sécurité, en étroite

collaboration avec les autorités locales et traditionnelles.

Il a également insisté sur l'importance d'entretenir des relations

de confiance avec les communautés, condition essentielle à la collecte de renseignements fiables. « Sans cette collaboration, les forces de défense et de sécurité ne peuvent, à elles seules, faire face à la criminalité et à la menace terroriste », a-t-il souligné.

Cette tournée a par ailleurs permis au ministre de visiter plusieurs domaines appartenant à la police nationale et à la gendarmerie nationale, afin d'évaluer le positionnement stratégique des sites destinés à accueillir de futurs projets de construction de commissariats et de brigades territoriales, dans le cadre du renforcement du maillage sécuritaire du territoire.

La rédaction

Bénin/Parlement

Joseph Djogbénou, du juge constitutionnel au perchoir de l'Assemblée nationale

La dixième législature de l'Assemblée nationale du Bénin est entrée en fonction, le dimanche 8 février 2026. Réunis au Palais des gouverneurs à Porto-Novo, les 109 députés ont élu à l'unanimité le président de l'Union progressiste le renouveau (UPR) au perchoir, sans opposition ni abstention.



Candidat unique, Joseph Djogbénou a recueilli l'intégralité des suffrages exprimés, un score sans surprise dans une Assemblée entièrement acquise à la majorité présidentielle soutenant le chef de l'État, Patrice Talon. Avec 60 députés sur 109, l'UPR domine largement cette législature, devant le Bloc républicain (40 sièges), consolidant ainsi sa position centrale dans l'architecture du pouvoir législatif. Mais au-delà de l'arithmétique parlementaire, l'élection de Joseph Djogbénou consacre un parcours singulier, à la croisée du droit, de la politique et des institutions. Avocat, spécialiste du droit

privé, Joseph Djogbénou s'est d'abord imposé comme une figure centrale du premier quinquennat de Patrice Talon. Nommé ministre de la Justice et de la Législation en avril 2016, il devient alors l'un des visages les plus visibles des réformes

sur le terrain politique. Il prend la tête de l'Union progressiste le renouveau, formation issue de la fusion entre l'Union progressiste et le Parti du renouveau démocratique, succédant à Bruno Amoussou, figure historique de la scène politique béninoise. Sous sa direction, le parti consolide son ancrage et s'impose comme la principale force parlementaire à l'issue des législatives du 11 janvier 2026.

Son accession au perchoir intervient dans un contexte institutionnel inédit. Pour la première fois dans l'histoire politique du Bénin, les députés entament un mandat de sept ans, conformément aux réformes constitutionnelles et électorales en vigueur. Une durée exceptionnelle, qui confère au président de l'Assemblée nationale un rôle stratégique accru dans la stabilité et l'orientation du jeu politique jusqu'en 2033.

Autour de Joseph Djogbénou, le bureau de la nouvelle Assemblée devrait refléter l'équilibre interne de la majorité, avec notamment Barthélémy Kassa pressenti comme premier vice-président, Mahougnon Kakpo comme deuxième vice-président, Rabiou Djibril Amadou et Chantal Ahyi aux postes de questeurs, ainsi que David Houinsa et Inoussa Chabi Zimé comme secrétaires parlementaires. **T.M.**

engagées par le nouveau pouvoir, notamment dans les domaines de la gouvernance et de la refondation institutionnelle. Après un peu plus de deux ans à la tête de la Chancellerie, il est appelé à siéger à la Cour constitutionnelle, où il est élu président de la sixième mandature par ses pairs. Du 8 juin 2018 au 12 juillet 2022, Joseph Djogbénou préside la plus haute juridiction du pays, dans un contexte politique souvent tendu, marqué par des réformes électorales controversées et une recomposition profonde du paysage partisan. Sa démission de la Cour constitutionnelle marque alors un retour assumé

RDC/Sécurité

L'Afrique du Sud annonce le retrait de ses troupes de la Monusco en RDC

L'Afrique du Sud a annoncé, samedi 7 février, son intention de retirer l'ensemble de ses militaires engagés au sein de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco). Près de 700 soldats sud-africains sont actuellement déployés dans l'est de la RDC, une région minée par trois décennies de violences armées et toujours sous la menace du groupe rebelle M23.

La décision a été officiellement notifiée par le président Cyril Ramaphosa au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Pretoria justifie ce retrait par la nécessité de « consolider et réajuster les ressources » de ses forces de défense, après vingt-sept

années de participation aux opérations de maintien de la paix en RDC. Le retrait devrait être effectif avant la fin de l'année.



En 2025, l'Afrique du Sud avait évacué plusieurs centaines de soldats engagés dans la force régionale de la SADC, la SAMIRDC, déployée

dans l'est congolais. Cette mission avait vu son mandat interrompu après son incapacité à contenir l'offensive du M23 dans les

provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, marquée notamment par la prise de Goma en janvier 2025 puis de Bukavu le mois suivant.

Guinée-Bissau/Opposition

Soupçonné de préparer un coup d'Etat, l'opposant Domingos Simões Pereira convoqué par la justice militaire

La tension politique s'intensifie en Guinée-Bissau. Domingos Simões Pereira, figure majeure de l'opposition et président du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), est convoqué le 13 février devant un tribunal militaire. Il est soupçonné d'implication dans plusieurs tentatives de coup d'État, selon des sources proches de la juridiction et de l'état-major, qui évoquent des « indices sérieux » sans en détailler la nature.

D'après ces sources, l'ancien Premier ministre serait mis en cause dans au moins deux épisodes qualifiés d'actions subversives : une tentative présumée fin 2023 et une autre en octobre 2025. Les autorités militaires affirment disposer d'éléments reliant Domingos Simões Pereira à des officiers arrêtés lors de ces événements, certains l'accusant de les avoir financés. Aucune preuve n'a toutefois été rendue publique à ce stade.

Leader du PAIGC, parti historique de la lutte pour l'indépendance, Domingos Simões Pereira demeure l'un des principaux adversaires du pouvoir en place. Il avait été arrêté le jour du coup d'État ayant porté le général Horta N'Tam à la tête du pays, avant d'être libéré le 31 janvier dernier avec d'autres opposants.

Sa liberté reste cependant encadrée : il est actuellement placé sous résidence surveillée et poursuivi par la justice pour des délits économiques présumés. Pour ses partisans, cette

accumulation de procédures judiciaires relève davantage d'une stratégie d'affaiblissement politique que d'une démarche judiciaire impartiale.

L'affaire s'inscrit dans une séquence politique marquée par des crises à répétition. Le 31 octobre, à la veille de l'ouverture de la campagne des élections générales du 23 novembre, l'armée avait annoncé avoir déjoué une « tentative de subversion de l'ordre constitutionnel », entraînant l'arrestation de plusieurs officiers supérieurs. Cet épisode avait accentué la méfiance entre pouvoir civil, opposition et forces armées.

Domingos Simões Pereira avait été écarté de la présidentielle pour dépôt tardif de son dossier de candidature. Il avait ensuite apporté son soutien à Fernando Dias, principal rival du président sortant Umaro Sissoco Embaló, qui revendiquait la victoire au scrutin de novembre. Une contestation post-électorale qui a contribué à polariser davantage la scène politique.

T.M.

kilomètres de ses bastions traditionnels. Malgré les initiatives diplomatiques les combats se poursuivent.

Le retrait sud-africain pose une nouvelle fois la question de l'efficacité et de l'avenir de la Monusco, dont les effectifs s'élevaient encore à environ 12 500 militaires en octobre dernier. S'il affirme vouloir continuer à soutenir les efforts multilatéraux en faveur d'une « paix durable » en RDC, Pretoria envoie néanmoins un signal clair : l'engagement militaire international, sans avancées politiques et sécuritaires tangibles, atteint ses limites dans l'est congolais.

T.M.

BIDC

Baba Malick Ba prend les rênes régionales au bureau d'Abidjan

La Banque d'investissement et de développement de la Cédéao (BIDC) confie une zone géographique stratégique à un profil qui connaît les arcanes du financement public et privé. Baba Malick Ba est nommé directeur régional en charge de la supervision de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la Gambie, du Burkina Faso, du Cap-Vert et de la Guinée, à compter du 1er février 2026.

Ce poste est basé à Abidjan, un carrefour d'influences financières et de projets d'infrastructures pour l'intégration ouest-africaine.

Le choix de la BIDC s'appuie sur un parcours rare par son amplitude. Le communiqué décrit « un professionnel chevronné de la finance » dont l'expérience traverse « gestion des risques, financement de projets, banque, marchés de

capitaux, financement des exportations, analyse de crédit, gestion de portefeuille, marchés financiers et partenariats public-privé. » Une cartographie complète des leviers qui transforment une idée en ouvrage, un programme en impact mesurable.

Au Sénégal, Baba Malick Ba a été « directeur du financement et des partenariats public-privé et Coordonnateur de l'unité PPP du Sénégal (UNAPPP) », puis « Conseiller Senior auprès du ministre de l'Économie ». À ce poste, il a « joué un rôle important dans la mobilisation de capitaux pour financer de grands projets d'infrastructure » dans les transports, la santé, l'assainissement,

l'énergie et l'éducation. Autant de secteurs où la qualité du montage financier conditionne la qualité du service rendu aux populations.

Son itinéraire passe aussi par l'Amérique du

logement, puis JP Morgan Chase et Bank of America. Cette double culture, publique et bancaire, africaine et nord-américaine, nourrit une lecture pragmatique des risques et des opportunités.

de l'Université Franklin, il a en outre siégé aux conseils de la BID, de la BOAD et de la BIDC.

Dans ses nouvelles fonctions, il « soutiendra les opérations régionales de la Banque, renforcera les partenariats et fera progresser la mission de la BIDC en faveur du développement économique durable ». Institution dont le siège est à Lomé, la BIDC rappelle qu'elle finance des projets et programmes de développement via prêts, prises de participation, lignes de crédit et ingénierie financière. À Abidjan, Baba Malick Ba aura la responsabilité d'orchestrer ces instruments là où ils comptent le plus : sur le terrain du développement.

Edy Alley



Baba Malick Ba

Nord : Exportation et développement Canada, Société canadienne d'hypothèques et de

Parfaitement bilingue (français et anglais), titulaire d'un Executive MBA de l'UQAM et d'une licence en finance

Microfinance au Togo

L'épargne confirme sa solidité au troisième trimestre 2025

Après un deuxième trimestre en demi-teinte, la microfinance togolaise retrouve des couleurs. Les dernières données de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) montrent un redressement net de l'activité, marqué par une progression simultanée des crédits et des dépôts à fin septembre 2025.

« A fin septembre 2025, l'encours des crédits accordés par les institutions de microfinance togolaises a augmenté de 8,4 milliards de FCFA, soit une hausse de 2,4 %. » Cette performance tranche avec le trimestre précédent, qualifié de plus terne, « marqué par un recul de 7 milliards FCFA, sur fond de baisse trimestrielle de 1,9 %. »

Cette reprise ne se limite pas aux financements accordés. Elle s'accompagne d'un dynamisme tout aussi remarquable du côté de l'épargne. « Sur le segment de l'épargne, l'encours des dépôts collectés par les institutions togolaises de microfinance a, pour sa part, progressé de 12,1 milliards de FCFA sur le trimestre, soit une hausse de 2,7 %. »

Une évolution qui s'inscrit dans une tendance stable observée depuis le deuxième trimestre, où les dépôts avaient déjà progressé de « 11,9 milliards FCFA, soit +2,7 %. »

Cette constance place le Togo parmi les contributeurs notables à la croissance régionale des dépôts, « derrière le Sénégal et la Côte d'Ivoire, mais devant le Mali et le Niger. » À l'échelle

de l'Umoa, l'encours total des dépôts atteint « 2 731,6 milliards de FCFA à fin septembre 2025, en hausse de 11,1 % sur un an. »

Au-delà des chiffres, ces évolutions traduisent la place centrale qu'occupent les institutions de microfinance dans l'inclusion financière. Elles demeurent un levier essentiel pour le financement des ménages et des petites activités économiques, là où le système bancaire classique reste peu accessible. Toutefois, les montants moyens restent modestes, avec des dépôts et des crédits par client « inférieurs à 140 000 FCFA au niveau régional », signe que la microfinance reste ancrée dans une logique de proximité et de petits montants.

Mais cette embellie statistique ne fait pas disparaître les défis. Le risque de crédit demeure une préoccupation, comme en témoigne la situation d'une institution de microfinance togolaise placée sous administration provisoire » à fin septembre. Un rappel que la solidité du secteur repose autant sur la croissance que sur la rigueur de la gestion.

Edy Alley

Umoa / Manquements prudentiels

Une banque togolaise sanctionnée de 300 millions FCFA

C'est une décision qui résonne fort dans les cercles financiers. À l'issue de sa session de fin décembre, la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa) a prononcé une sanction disciplinaire à l'encontre d'une banque installée au Togo. Cette sanction est assortie d'une amende de 300 millions de FCFA.

L'établissement visé n'est pas nommé. La confidentialité des pratiques bancaires instituée par le régulateur communautaire oblige. La Commission bancaire, qui opère sous l'égide de la Bceao, veille sur l'orthodoxie du système bancaire des 8 pays de l'Union. Elle surveille, contrôle, et au besoin sanctionne. Les règles sont fixées par « l'Instruction n°006-05-2018 du 16 mai 2018 », qui encadre les sanctions disciplinaires et pécuniaires.

Dans ce dossier, les griefs sont lourds. Les contrôleurs ont relevé « des faiblesses en matière de gouvernance interne, de gestion des risques, mais aussi dans le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ». Des manquements sensibles, car ils touchent au cœur même de la confiance bancaire. À cela s'ajoutent des insuffisances dans les

procédures internes de contrôle et surtout des retards dans la mise en œuvre des recommandations issues de précédentes missions d'audit. La sanction financière ne se résume pas à une amende. Elle a valeur d'avertissement. Elle constitue également un rappel solennel de

de conformité », à « améliorer la gouvernance » et à appliquer « sans délai » les recommandations de contrôle. Des missions supplémentaires sont déjà annoncées.

Cette décision intervient dans un contexte de mutation du secteur financier : innovations,



l'exigence d'un cadre prudentiel robuste, souligne le communiqué. Le régulateur rappelle que la stabilité du système dépend de la rigueur quotidienne des établissements.

Le cas de cette banque n'est pas isolé. Par le passé, plusieurs banques de la zone Umoa ont déjà fait l'objet de mesures similaires. La Commission appelle désormais les banques à « renforcer leurs dispositifs

intégration régionale, risques émergents. L'Umoa renforce ses standards, en les rapprochant progressivement de ceux du Comité de Bâle.

Derrière la sanction, l'objectif est de protéger l'épargne, préserver la confiance et maintenir la solidité du système bancaire communautaire.

Edy Alley

Autosuffisance alimentaire

L'agriculture togolaise à l'ère du changement

L'agriculture joue un rôle important dans l'autosuffisance alimentaire. Au Togo, où il emploie 60 % de la population active et contribue à 40 % au produit intérieur brut (PIB), le secteur se présente comme un outil de lutte contre la pauvreté. Fort de sa contribution, il ne cesse de faire l'objet d'une attention particulière. En témoigne le nouvel engagement du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Le Togo dispose d'un potentiel agricole qui ne demande qu'à être mis en valeur. Conscientes de cette réalité, les autorités togolaises s'emploient à

nombreux sont les projets et programmes actionnés pour booster le secteur agricole et offrir un mieux-être aux producteurs. De la mobilisation des

Cette mobilisation des institutions financières a pour ambition, selon le gouvernement, d'amener les institutions financières à faire de l'agriculture un secteur prioritaire à financer, pour accroître sa contribution au développement.

Cet engagement du gouvernement part d'un constat : l'octroi

qu'encore confronté à des défis, celui-ci est passé d'environ 0,3 % en 2011-2016 à 1,1 % en 2021.

Cette mesure a été renforcée par l'introduction de l'Assurance maladie universelle (AMU) avec plus récemment son élargissement aux travailleurs non-salariés (AMU-TNS), ce qui permet aux producteurs agricoles de bénéficier d'une couverture sociale.

tonnes de semences de soja et 20 000 litres de biostimulants.

Des programmes complémentaires

Plusieurs initiatives viennent en appui à ces efforts. Le Programme régional d'intégration des marchés agricoles (Prima), prévu sur la période 2021-2026, facilite l'accès aux marchés régionaux. Le programme d'appui au Mifa (Promifa), pour sa part, soutient la production et la commercialisation. En septembre 2024, 300 producteurs, dont 200 femmes, ont été formés à la gestion des semences communautaires. De plus, 200 bénéficiaires, parmi lesquels 116 femmes, ont suivi une formation sur le cycle financier de l'agriculteur.

D'autres réformes ciblées

Sous le leadership du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, bien d'autres réformes et programmes ciblés, avec pour ambition de répondre aux besoins urgents de financement, de modernisation et de formation, sont initiés au bénéfice des producteurs.

Pour répondre aux besoins de financement, l'État a créé en 2018 le Mécanisme incitatif de financement agricole (Mifa). La même année, les zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) ont vu le jour, offrant une organisation structurée de la production. Ces blocs d'au moins 100 hectares réunissent producteurs, encadrement technique, mécanisation et accès facilité aux marchés.

En mai 2025, 300 agents techniques recrutés par le Promifa ont été formés sur les chaînes de valeur, l'appui aux Zaap et les outils de vulgarisation. Parallèlement, la Direction de l'entrepreneuriat et du financement agricole (Defa), créée le 19 mai 2023, a pour mission de structurer et d'ancrer localement les mécanismes de financement.

Pris dans leur ensemble, ces programmes témoignent d'une approche intégrée : la Defa structure le financement à l'échelle locale, le Promifa soutient la production et la commercialisation, le Prima ouvre les portes des marchés régionaux.

En 2024, une mobilisation exceptionnelle des ressources a été remarquée. Le gouvernement a débloqué une enveloppe de 10 milliards de francs CFA pour soutenir directement 149 000 producteurs.

Cette aide a permis de renforcer les capacités de production et d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs, notamment



Des tracteurs mis à disposition du CTA Guérinkouka

promouvoir l'agriculture et en faire un secteur qui nourrit son homme.

Cet engagement, celui de faire de l'agriculture un moteur de développement, s'est une fois encore matérialisé le 1er février 2026 par la visite du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, dans les Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) des préfectures de Dankpen et de la Binah.

Au-delà de cette visite, des actions concrètes, telles que la remise de 12 tracteurs et de 12 motoculteurs agricoles au Centre de transformation agricole (CTA Guérinkouka), marquent l'engagement de Faure Gnassingbé à assurer un accompagnement permanent au secteur agricole.

Un engagement de longue date

Ces dernières années,

ressources financières en passant par la modernisation et la mécanisation du secteur agricole, rien n'est laissé pour compte.

Le secteur agricole représente un moteur, sinon le premier moteur de croissance, pour une contribution estimée aujourd'hui à 40 % au PIB. Si dans un passé récent, ce secteur à fort potentiel, qui contribue à assurer l'autosuffisance alimentaire, peinait malheureusement à accéder au financement bancaire, en raison de la faiblesse des garanties et de la gestion peu professionnelle, depuis, les choses semblent évoluer.

Pour remédier à ce faible intérêt, qui plombe le développement du secteur agricole, une mobilisation des institutions financières est engagée depuis pratiquement une décennie.

de crédit est basé sur des critères tels que la situation financière de l'emprunteur, son niveau d'endettement et la rentabilité de son activité. Bref, des éléments qui emmènent à une gestion formelle et professionnelle des activités.

Il s'agit là des informations et des compétences dont le paysan togolais, jusqu'à un passé récent, ne pouvait souvent justifier, puisqu'il ne bénéficiait pas de statut de travailleur. Et pour y remédier, plusieurs initiatives sont promues. Le nouveau Code de travail adopté en juin 2021 en remplacement de celui de 2006 reconnaît l'activité agricole et le rôle de l'agriculteur en tant que travailleur, notamment en fixant un Salaire minimum agricole garanti (Smag).

Avec cette réforme, l'on note une amélioration de l'accompagnement du secteur financier au secteur agricole. Bien

dans les zones les plus vulnérables.

Dans la continuité de cet appui, 17,9 milliards



Cérémonie de réception de 500 tracteurs pour la mécanisation agricole

ont été consacrés à la subvention des engrangis.

Cette mesure a significativement amélioré l'accès des exploitants aux intrants essentiels, contribuant ainsi à l'augmentation des rendements et à la stabilité des prix sur les marchés.

Mais bien avant, plusieurs autres projets et programmes à fort succès ont été également conduits par le gouvernement avec l'appui des partenaires au développement.

C'est notamment le cas du Programme national d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Pniasan). Financé à 1250 milliards de francs CFA, ce projet déployé sur une décennie a permis au pays de relever nombre de défis dans le secteur agricole. Mais bien avant, le Programme national d'investissements

alimentaire, la nutrition et d'agir sur la pauvreté.

Ainsi, sur la décennie, plusieurs défis ont été relevés en matière d'amélioration du secteur agricole. La modernisation de l'agriculture s'est accélérée avec le déploiement de 400 tracteurs et la distribution de 3 500 kits d'irrigation.

Ces équipements permettent non seulement d'augmenter la productivité des exploitations agricoles, mais également de renforcer leur résilience face aux aléas climatiques.

Cette synergie d'actions illustre la volonté du gouvernement de bâtir une agriculture moderne, compétitive et résiliente, capable non seulement d'assurer la sécurité alimentaire, mais aussi de préparer la relève pour les décennies à venir.

Des impacts réels sur la production

Au Togo, les stratégies

d'accompagnement et de financement du secteur agricole portent leurs fruits. C'est le cas de la production du maïs qui

tonnes en 2023.

Le plus grand succès revient à la filière soja. Aujourd'hui, le soja est l'un des produits agricoles d'exportation les plus prisés et rentables à côté du coton. L'évolution est remarquable. De moins de 25 000 tonnes en 2015, la production nationale est montée à 260 000 tonnes en 2024, soit 210 000 tonnes d'augmentation.

Quant à son exportation, le Togo est devenu l'un des premiers pays au monde. Rien qu'en 2019, les exportations togolaises de soja bio ont plus que doublé, atteignant 42 300 tonnes, ce qui a permis au pays de surpasser la Chine et l'Inde sur les marchés des États-Unis et de l'Union européenne.

En 2020 et pour la deuxième fois consécutive, le Togo, avec 51 000 tonnes de soja bio exportées vers l'espace Schengen, s'est encore positionné comme le premier exportateur

de financement, de modernisation et de mécanisation du secteur par le gouvernement.

Des défis toujours persistants

En dépit des efforts et des avancées, le secteur agricole continue tout de même à faire face à nombre de défis.

Bien qu'essentiel au développement économique, le secteur agricole fait face à des défis structurels et climatiques majeurs. Le taux de mécanisation encore faible est estimé à environ 11 %.

L'accès limité au crédit et aux intrants reste toujours d'actualité, sans oublier la dégradation des sols qui limite la productivité.

Face à ces défis, le gouvernement a lancé le Programme de modernisation de l'agriculture togolaise (Promat 2025-2034) et la création de centres



Travaux d'aménagement d'une zone agricole au Togo

une augmentation significative d'environ 200 % sur les quinze (15) dernières années. Elle est passée de 60 000 tonnes en 2008 à plus de 186 000

vers l'Europe. Ces exploits agricoles du Togo sur l'échiquier international témoignent du travail d'accompagnement,

régionaux de mécanisation pour redonner au secteur agricole sa lettre de noblesse.

Caleb Akponou

La BANQUE à PORTÉE de MAIN.

La Banque Autrement

Disponible gratuitement sur

Google play App Store

QR code

Enigme



Propriétaire: Bonjour maçon.

Mais il y a quoi? J'ai été sur le chantier et j'ai vu comment tu as construit la fondation. Mais c'est quoi tout ça ???

Maçon: Bonjour patron; svp moi mon travail ici c'est de construire la fondation et non de déplacer les palmiers.

Question: A votre avis, entre le patron et le maçon, qui a raison???

Blagues

"Un Vieux m'a demandé de vendre son coq pour lui à 1500f. J'ai pu vendre le coq à 3000f et je suis revenu dire au vieux que j'ai vendu le coq à 1250f . Le vieux m'a donné les 250f et commence à me bénir. "" tout ce que tu m'as fait, Dieu va te rembourser au centuple, même tes enfants et petits enfants vont récolter le fruits de tes actes. Dans toute ta vie tu rencontrera des gens qui vont t'aider de la même manière que tu viens de le faire. Les mots me manquent mais c'est Dieu seul qui pourra te payer. ""

Je lui ai remis ses 250f plus les 1500f que j'avais prélevés. A cause de tes miettes tu veux maudire toute ma famille ?? Un vieux sorcier comme ça!

Mon frère si tu es heureux avec une seule femme imagine si tu en as 5. Lève toi et va compléter ton bonheur. N'écoute pas les gens...

Svp dites moi: est ce qu'un gaucher peut étudier le droit à l'Université

HUMOUR

Mari: Mon bébé, c'est comme si l'ampoule des toilettes est maintenant automatique hein

Femme: Que s'est-il passé mon amour ?

Mari: lorsque j'ouvre la porte pour uriner, l'ampoule s'allume seul. Après avoir uriné et refermé la porte, l'ampoule s'éteint seule!!

Femme: wandaful!!!

T'as encore bu cheri

Tu es parti uriner dans le frigo !

Blagues

Un taximan voulait épouser une femme de son village. De ce fait, il envoie de l'argent à son père qui est au village pour lui trouver une femme. Son père lui a donc trouvé une belle jeune femme et il a fait les démarches auprès de sa famille. Maintenant il a demandé à la femme de rejoindre en ville son fils en lui remettant son adresse. Arrivée à la gare, la fille voulait prendre un taxi pour se rendre à l'adresse indiquée. Elle emprunte le taxi que son fiancé conduit sans le savoir et le monsieur aussi connaît pas la fille alors il se met à la draguer par insistance finalement la fille accepte et ils ont passé une nuit à l'hôtel. Le lendemain matin, elle prend un autre taxi pour se rendre enfin chez son fiancé, et à sa grande surprise c'est celui avec qui elle a passé la nuit d'hier.

Hommes : si tu étais à la place de l'homme, quelle serait ta réaction ??

Femmes : Que ferais-tu ?

Hommes et femmes, défendez-vous !!!

Pensée du Jour

Certaines personnes ne trouvent pas de boulot à cause de leurs langues. D'autres perdent leurs jobs et même des êtres qui leur sont très chers. La langue n'a pas d'os pourtant elle est assez forte pour détruire un foyer. Même sans flamme ni fumée, la langue est capable de brûler tout un village.

Alors faites Attention avec vos langues, car "l'oiseau au long bec ne peut jamais manger dans un plat.

Que Dieu vous éloigne des accidents.

Enigme

Complétez les 9 cases du milieu pour obtenir 6 mots français de 7 lettres chacun

	M	P	P			
A	A	O				
P	A			A	L	
E	N			T	E	
M	O			R	E	
				A	T	R
				L	E	E

	L	E	E			
A	T	R				
P	O			R	E	
P	A			T	E	
M	A			A	L	
				A	N	O
				P	E	M

Blagues

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com
Larry Event Day (LED): Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces; Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marché Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

Tél : 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»:

Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME):

Tél 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) :

Tél : 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpôe, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV : Tél. 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11

TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat

Rue des filao; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2^e rue à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES »

Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpôe, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60

GYM FIL «O-PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70

Technologies nucléaire

Le Togo scelle avec l'AIEA un partenariat stratégique pour 2026-2031

Quelques mois après son entrée au Conseil des gouverneurs, le Togo amorce une nouvelle étape. A Vienne, Lomé et l'AIEA ont signé un Cadre de programmation pays (2026-2031) qui inscrit la coopération nucléaire au cœur des priorités nationales de développement.

Ce cadre de programmation quinquennal, ouvre la voie au développement et à l'utilisation pacifique des technologies nucléaires au Togo. Concrètement, l'AIEA accompagnera le pays ouest africain dans l'application des technologies nucléaires dans des domaines prioritaires tels que la lutte contre le cancer, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'énergie, ainsi

que pour d'autres usages pacifiques de la science et de la technologie

devrait renforcer le pilotage de ses programmes de recherche, de formation

notamment dans les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'énergie.

janvier 2025, à la création du Commissariat à l'énergie atomique (CEAT).



nucléaires.

Avec cet accord, le Togo

et d'application des technologies nucléaires,

Dans cette lignée, l'exécutif togolais avait procédé, en

À travers ce partenariat, le pays entend également relever plusieurs défis structurels, comme le renforcement du cadre légal et réglementaire, la sécurité nucléaire et la protection radiologique, ainsi que la mobilisation de ressources budgétaires suffisantes pour soutenir ses ambitions. Le Togo bénéficiera ainsi de l'accompagnement technique et institutionnel de l'AIEA aux différentes étapes de la mise en œuvre de sa politique nucléaire.

Avec Togo First

Politiques fiscales et climat

Des experts africains en conclave à Lomé

Lomé, la capitale togolaise, accueille depuis le lundi 9 février 2026, une rencontre régionale consacrée aux politiques fiscales sensibles au climat. Organisée par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), en partenariat avec le Forum des administrations fiscales de l'Afrique de l'Ouest (FAFAO), cette rencontre se tient sur cinq jours et se veut une plateforme d'échanges sur les mécanismes de mobilisation des ressources nationales au service de la cause environnementale.

À Lomé, les acteurs des finances publiques et de l'environnement, venus de huit pays africains (le Togo, la Gambie, le Rwanda, Djibouti, l'Ouganda, la Mauritanie, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine) cherchent à renforcer leurs connaissances sur les politiques fiscales sensibles au climat. Les travaux portent notamment sur le partage des meilleures pratiques en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi de ces

politiques, ainsi que sur le renforcement des capacités des participants à utiliser des outils pratiques pour leur élaboration et leur gestion.

Concrètement, les participants explorent les instruments de la fiscalité verte, analysent des expériences africaines et internationales, et travaillent à l'identification de pistes de réformes adaptées à leurs contextes nationaux respectifs. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet CADAST, porté par l'ACBF et la Banque africaine de développement (BAD), visant à accompagner les gouvernements africains dans la mise en place de politiques macroéconomiques intégrant les enjeux climatiques.

Selon Peguewinde Rodolphe Bance, chef de l'Unité gouvernance économique et sociale de l'ACBF, la rencontre de Lomé fait suite aux conclusions d'une étude analytique conduite

par l'institution sur les défis des politiques fiscales en Afrique. Cette étude met en évidence des capacités

Pour la directrice de cabinet du ministère de l'Économie et des Finances du Togo, Mawussé

a-t-elle souligné. Face à cette réalité, le Togo a déjà engagé plusieurs initiatives, notamment à



techniques encore limitées pour concevoir des instruments fiscaux verts efficaces, des défis liés à l'administration et à la conformité fiscale, des insuffisances en matière de données et d'outils analytiques, ainsi qu'un besoin accrus de coordination entre politiques fiscales, climatiques et budgétaires.

Adetou Afidenyigba, cette rencontre intervient à un moment opportun pour aider les États à relever les défis liés à la fiscalité verte. « Les changements climatiques ne constituent plus une menace potentielle ou lointaine ; ils sont désormais une réalité économique et budgétaire majeure pour nos pays »,

travers des réformes visant à renforcer la mobilisation des ressources nationales, à améliorer l'efficacité et l'équité du système fiscal, et à aligner les politiques publiques sur les objectifs de développement durable et de résilience climatique, a-t-elle précisé.

Togo First

Mégas Kozooth

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg

#Alèz



250F
250Mo | +100F
375Mo
***909*250#** 1jour

COP 31

La présidence turque se prépare activement pour accueillir l'évènement

Il y a quelques jours, le président désigné de la COP 31, Murat Kurum, a nommé Samed Ağırbas champion de haut niveau pour le climat en vue de la prochaine Conférence des Nations unies sur le climat qui se tiendra à Antalya en novembre 2026.

Alors que les diplomates s'efforcent de négocier des politiques visant à faire progresser la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et l'Accord de Paris, Samed Ağırbas se concentrera sur les villes, les régions, les entreprises, les investisseurs et les groupes de la société civile dont les décisions ont une incidence sur les émissions, les infrastructures et la résilience des communautés.

Ce travail est coordonné par le Programme d'action mondial pour le climat (Global Climate Action Agenda) et le Partenariat de Marrakech pour l'action climatique mondiale, un cadre qui rassemble les efforts volontaires en matière de climat et les relie au processus officiel des Nations unies sur le climat. Samed Ağırbas

contribuera à diriger ce travail aux côtés de la présidence de la COP 31 et de Dan loschpe, champion de haut niveau pour le climat lors de la COP 30. Murat Kurum, ministre

est une figure de proue dans les domaines de la réduction des déchets, des villes durables et de l'entrepreneuriat des jeunes, notamment grâce à ses fonctions de direction

la Fondation zéro déchet. Cette largeur de vue sera essentielle pour soutenir la mise en œuvre de solutions pratiques et réalisables qui relient l'action climatique aux questions qui préoccupent le plus les gens : le niveau de vie, la santé, la sécurité énergétique et la croissance économique ».

La nomination de Samed Ağırbas fait suite à l'Agenda mondial pour l'action climatique, qui a rassemblé 400 initiatives climatiques majeures lors de la COP 30, organisées autour de priorités telles que l'énergie propre, les forêts, les systèmes alimentaires, les villes, le développement humain et le financement, domaines identifiés comme essentiels par le bilan mondial effectué dans le cadre de l'Accord de Paris.

Lors de la COP 30, les parties prenantes du Programme d'action pour le climat ont publié 120 plans visant à accélérer les solutions climatiques, soutenus par des capitaux importants. Ceux-ci comprennent un pipeline

d'investissements d'un trillion de dollars pour les réseaux et le stockage d'énergie, 6,7 milliards de dollars engagés pour la protection des forêts dans le cadre du nouveau mécanisme Tropical Forests Forever Facility, et des programmes visant à protéger des centaines de millions de personnes contre les inondations, les sécheresses et la pollution atmosphérique.

Dan loschpe a également indiqué : « La COP 30 a prouvé que l'action climatique peut avancer au rythme de l'économie. Le programme d'action génère des investissements de plusieurs milliers de milliards de dollars, parallèlement à des plans visant à fournir des carburants durables, à protéger des milliards d'hectares de terres et à assainir nos villes. M. Ağırbas prend la tête de ce programme au bon moment, soutenu par un écosystème d'action climatique ambitieux et axé sur les solutions ».

Edem Dadzie

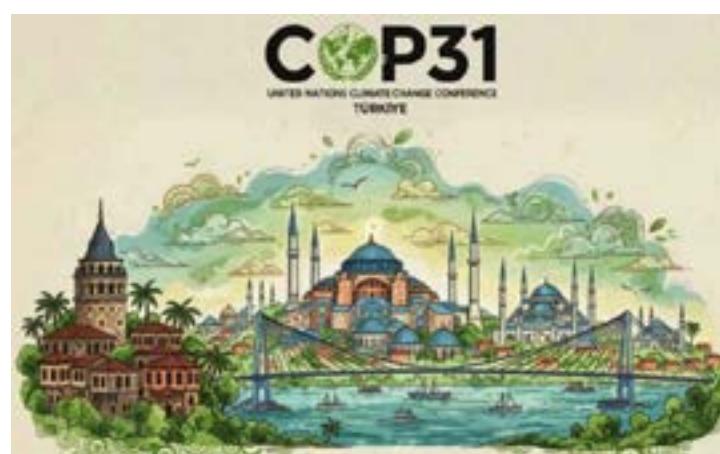


Image trouvée en ligne le 10 février 2026

turc de l'Environnement, de l'Urbanisation et du Changement climatique, président désigné de la COP 31, a déclaré : « Je le félicite pour sa nouvelle nomination et je suis sincèrement convaincu qu'il contribuera de manière significative au succès du processus de la COP 31.

Samed Ağırbas est actuellement président de la Fondation zéro déchet en Turquie et président du Forum Zéro déchet. Il

au sein de l'Assemblée des jeunes de la municipalité métropolitaine d'Istanbul et d'Onu-Habitat.

Simon Stiell, secrétaire exécutif CCNUCC a pour sa part déclaré : « M. Ağırbas apporte une combinaison précieuse d'expérience, avec une solide compréhension du processus multilatéral grâce à son travail avec Onu-Habitat, complétée par son leadership dans les sphères privée et philanthropique à travers

Réchauffement planétaire**Les perspectives se situent désormais entre 2,3 et 3,1°C**

Publié en novembre dernier par le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), que révèle le rapport 2025 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions ?

La seizième édition du Rapport sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions constate que les projections relatives au réchauffement planétaire pour ce siècle, fondées sur la mise en œuvre intégrale des Contributions déterminées au niveau national (CDN), sont désormais de 2,3 à 2,5°C, tandis que celles fondées sur les politiques actuelles sont de 2,8°C. À titre de comparaison, le rapport de l'année 2024 faisait état de 2,6 à 2,8°C et 3,1°C.

Cependant, les mises à jour méthodologiques expliquent 0,1°C de cette amélioration, et le retrait

des États-Unis de l'Accord de Paris annulera un autre 0,1°C, ce qui signifie que les nouvelles CDN elles-mêmes ont à peine eu de l'impact. Les nations demeurent loin d'atteindre l'objectif de l'Accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement à un niveau bien inférieur à 2°C, tout en poursuivant les efforts pour rester en dessous de 1,5°C.

Des réductions des émissions annuelles de 35% et 55% par rapport aux niveaux de 2019 seront nécessaires d'ici à 2035 pour s'aligner respectivement sur les trajectoires de 2°C et 1,5°C de l'Accord de Paris. Compte tenu de l'ampleur des réductions requises, du temps limité pour les mettre en œuvre et d'un climat politique difficile, un dépassement plus important du seuil de 1,5 °C surviendra très probablement au cours de

la prochaine décennie. Le rapport souligne que ce dépassement de réchauffement doit être limité grâce à des réductions plus rapides et plus importantes des émissions de gaz à effet de serre, afin de minimiser les risques et les dommages climatiques et de revenir à 1,5°C d'ici à 2100 dans le domaine du possible, bien que cela soit extrêmement difficile.

Chaque fraction de degré évitée signifie moins de pertes pour les populations et les écosystèmes, moins de coûts et moins de dépendance à l'égard de techniques incertaines d'élimination du dioxyde de carbone pour revenir à 1,5°C d'ici à 2100. Depuis l'adoption de l'Accord de Paris il y a dix ans, les prévisions de température sont passées de 3-3,5°C à la fourchette de 2,3-

2,5°C de l'année 2025. Les technologies à faibles émissions de carbone nécessaires pour réduire

peut accélérer l'action climatique si elle le souhaite. Cependant, des réductions plus rapides exigerait



Image illustrant le réchauffement planétaire (Crédit photo : Science et Avenir)

considérablement les émissions sont disponibles. Le développement de l'énergie éolienne et solaire est en plein essor, réduisant les coûts de déploiement.

Cela signifie que la communauté internationale

de naviguer dans un environnement géopolitique complexe, d'accroître massivement le soutien aux pays en développement et de repenser l'architecture financière internationale.

TM

Opération « Togo propre »

Forte mobilisation dans le Grand Lomé

Les populations des préfectures d'Agoè-Nyivé et du Golfe ont massivement pris part à l'opération « Togo Propre » du samedi 7 février 2026, la deuxième de l'année 2026. Jeunes, riverains et autorités locales ont uni leurs efforts pour nettoyer rues, trottoirs et espaces publics, dans un élan collectif devenu un rendez-vous civique majeur.

Dans le Grand Lomé, les responsables du District autonome du Grand Lomé (DAGL), de la commune Agoè-Nyivé 1 et de l'Agence nationale de la salubrité publique (Anasap), des autorités administratives, élus locaux, organisations communautaires et autres entités ont conjugué leurs efforts pour assainir le cadre de vie, promouvoir un environnement sain et durable.

L'objectif est, non seulement d'offrir un visage plus attrayant aux différentes artères de la



Les populations mobilisées autour du préfet d'Agoè-Nyivé et des cadres de la mairie d'Agoè Nyivé 1

capitale, mais aussi de renforcer le civisme déjà perceptible, à travers la participation massive des populations à l'appel du gouvernement, qui ambitionne de faire du Togo l'un des pays les

plus propres d'Afrique de l'Ouest.

Dans la commune Agoè-Nyivé 1, le tronçon Total Minamadou-Carrefour Bleu a connu une mobilisation citoyenne

remarquable pour cette opération. Le personnel communal, conduit par le maire Akossiwa Aguzé, le préfet d'Agoè-Nyivé, Tinaka Wédiabalo Kossi, les membres du Comité de développement de

quartier, l'association des femmes du marché d'Agoè-Nyivé, ainsi que de nombreux riverains, munis de balais, râteaux et paniers, ont procédé au balayage des rues, à l'enlèvement des dépotoirs sauvages et à l'assainissement des espaces publics. Cette opération a bénéficié de l'appui technique du DAGL et de l'Agence l'Anasap, dont les équipes ont facilité le ramassage et l'évacuation des déchets.

Au-delà du nettoyage, l'opération Togo propre renforce le lien social, met en mouvement les communautés et rappelle l'importance d'une culture de l'hygiène partagée. Une opération qui nettoie les villes, mais surtout qui construit des habitudes durables et une conscience collective.

La rédaction

Eyadema for ever...

De Pya à Paris, des messes d'action de grâce pour honorer la mémoire du Père de la Nation

En dehors des prières œcuméniques et musulmanes organisées ce 5 février 2026 au Palais des congrès de Kara, une messe d'action de grâce a été célébrée samedi en l'Église La Madeleine à Paris pour honorer la mémoire du président Gnassingbé Eyadema, disparu il y a 21 ans.



Feu Gnassingbé Eyadema

Dans l'assistance il y avait des amis du Togo, des membres de la diaspora et des sympathisants du parti Union pour la République (Unir) France. La messe a été célébrée par Mgr Patrick Chauvet.

Dans son homélie, il a appelé les fidèles à jouer le rôle du sel qui donne le goût, la lumière du lampadaire qui éclaire et à faire du bien autour d'eux. Il a rendu un hommage au disparu et mis en avant son héritage : paix et développement.

La cérémonie a vu la participation de Ouro-Koura Agadazi, ambassadeur du Togo en France, du chargé d'Affaires du Togo à l'Unesco, Charles Koffi Azilan, et du président du parti Unir France, Nicolas Babina.

La rédaction

Marchés publics au Togo

L'Arcop passe en revue les marchés attribués par les ministères et institutions de l'Etat en 2025

Dans le cadre de ses missions consistant à réguler les marchés publics et à lutter contre les fraudes dans le processus de passation des marchés, l'Autorité de régulation de la commande publique (Arcop) a ouvert le 09 février 2026 à Lomé, la revue annuelle des marchés publics conclus au titre de l'année 2025.

Les travaux qui vont durer quatre jours, vont permettre aux responsables de l'Arcop d'évaluer le niveau d'exécution des Plans prévisionnels de passation des marchés.

L'impact économique et social de la commande publique sera analysé et les marchés passés entre les entités de l'Etat et les entreprises, passés au peigne fin.

Cette revue permettra également de partager les bonnes pratiques et de formuler des recommandations opérationnelles pour améliorer la performance et la transparence du dispositif.

L'Arcop a pour mission principale de réguler les marchés publics et les partenariats public-privé.

des entreprises pour des irrégularités dans les marchés publics, notamment l'utilisation



Ses attributions incluent la définition des politiques, la formation des acteurs, l'audit du système, le règlement des litiges et la sanction des irrégularités pour assurer transparence et efficacité.

Dans ce sens, l'Autorité sanctionne régulièrement

de faux documents, des déclarations mensongères, la collusion ou la fraude. Des sociétés comme Bat-Services, Dirac BTP, Ecosab, et Globex Construction ont récemment été sanctionnées.

La Rédaction

mixx

By 

Sécurisé. Rapide. **Toujours avec vous**

Votre partenaire de confiance en Mobile Money

Télécharge la Super App
Mixx Togo



ou tapez le

***145#**



IB Bank Togo
Banque émettrice

